

45^{ème} Année no. 12
15 juin 2006



JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU RWANDA

No. 23/2006 du 28/04/2006

Loi portant création du Conseil National de l'Enseignement Supérieur

LOI N°23/2006 DU 28/04/2006 PORTANT CREATION DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Nous, KAGAME Paul,
Président de la République ;

LE PARLEMENT A ADOPTE ET NOUS SANCTIONNONS, PROMULGUONS LA LOI DONT LA TENEUR SUIT ET ORDONNONS QU'ELLE SOIT PUBLIEE AU JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU RWANDA

LE PARLEMENT:

La Chambre des Députés, en sa séance du 25 janvier 2006 ;

Le Sénat, en sa séance du 17 janvier 2006 ;

Vu la Constitution de la République du Rwanda du 4 juin 2003 telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 40, 62, 66, 67, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 108, 113, 118 et 201 ;

Vu la Loi Organique n° 20/2003 du 3 juin 2003 portant organisation de l'éducation au Rwanda, spécialement en ses articles 2, 5, 11, 23, 32 et 36;

Vu la Loi Organique n° 14/2004 du 26 mai 2004 régissant les Etablissements publics, spécialement en ses articles premier, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 11 et 13 ;

Vu la Loi n° 20/2005 du 20 octobre 2005 portant organisation et fonctionnement de l'enseignement supérieur, spécialement en ses articles 3, 13, 16, 18, 24, 26, 28, 34, 38, 90, 91, 94 et 99 ;

Vu la Loi n° 22/2002 du 09 juillet 2002 portant Statut Général de la Fonction Publique Rwandaise ;

ADOPTE:

CHAPITRE PREMIER: DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

La présente loi porte création du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

Article 2 :

Dans la présente loi, les termes repris ci-après ont la signification suivante :

- 1° **Accréditations** renvoient aux normes établies pour ce qui est de l'organisation, fonctionnement, bâtiments, équipements, programmes, méthodologies, administration, gestion, diplômes et certificats ainsi que des grades du personnel académique et de recherche dans l'Enseignement Supérieur;
- 2° **Enseignement à distance** signifie le fait de dispenser des programmes d'enseignement simultanément à des personnes se situant à différents endroits au moyen de la technologie rapide d'information sans la présence physique du professeur ;
- 3° **Diplôme** signifie un document attestant que son détenteur a terminé avec succès la formation exigée pour un cycle et a réussi les examens requis pour la même formation ;
- 4° **Certificat** signifie un document attestant que son détenteur a subi avec succès une formation de courte durée et a réussi les examens requis pour la même formation. Le certificat peut être également délivré à une personne qui a suivi une formation spécialisée de courte durée mais ne nécessitant pas des examens.

Article 3 :

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur est un Etablissement Public doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative et financière et disposant de son propre sceau.

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur a son siège dans la Ville de Kigali, la Capitale de la République du Rwanda. Son siège peut être transféré ailleurs au Rwanda par une loi sur demande du Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur est placé sous tutelle du Ministère ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Article 4 :

Il est conclu entre le Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et le Ministère de tutelle un contrat de performance relatif au plan d'action et prévoyant les modalités d'évaluation. Ce contrat détermine les pouvoirs, les droits et les obligations de chaque partie pour l'accomplissement de la mission du Conseil National de l'Enseignement Supérieur. Ce contrat est conclu pour une durée équivalente au mandat des membres du Conseil d'Administration. Il est signé conjointement par le

Président du Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et le Ministre ayant l'Enseignement Supérieur dans ses attributions.

Article 5 :

Les principales attributions du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont les suivantes :

- 1 ° promouvoir l'éducation et la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur;
- 2° assainir la structure, l'organisation et le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur ;
- 3° coordonner toutes les activités relatives à l'acquisition des connaissances, à l'enseignement et à l'évaluation au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Article 6 :

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est déterminé par Arrêté du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Article 7 :

Les accréditations relatives à l'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur sont déterminées par Arrêté Présidentiel.

CHAPITRE II: DE L'ADMINISTRATION

Article 8 :

Le Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est l'organe suprême de l'administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur. Il est composé de sept (7) membres dont un Président et un Vice-président, reconnus pour leurs compétences en matière d'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur, provenant de domaines scientifiques différents et reconnus intègres.

Les membres du Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont nommés par Arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre ayant l'Enseignement Supérieur dans ses attributions. Ils ont un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

Article 9 :

En concertation avec le Ministère ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, le Conseil d'Administration détermine la ligne directrice pour le fonctionnement du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et prend les décisions adéquates pour l'accomplissement de la mission du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et la bonne gestion.

Les principales attributions du Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont les suivantes :

- 1° élaborer et faire le suivi de l'application des accréditations de l'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur notamment celles régissant les catégories des professeurs et chercheurs, l'organisation des cycles d'enseignement, les catégories de diplômes et des certificats d'enseignement supérieur;
- 2° assurer le suivi de la gestion des finances ;
- 3° comparer, déterminer et approuver l'équivalence des diplômes et certificats d'enseignement supérieur obtenus à l'étranger et ceux délivrés au Rwanda;
- 4° donner des avis sur des problèmes majeurs en matière d'éducation au niveau des établissements d'enseignement supérieur, notamment ceux relatifs à leur implantation, fusion et suppression ;
- 5° approuver le plan stratégique et le plan d'action de chaque année ;
- 6° planifier l'organisation et le fonctionnement des organes de direction du Conseil National de l'Enseignement Supérieur;
- 7° élaborer le projet de règlement d'ordre intérieur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur ;
- 8° approuver l'avant projet de budget annuel du Conseil National de l'Enseignement Supérieur ;
- 9° approuver les aides accordées au Conseil National de l'Enseignement Supérieur conformément à la loi ;
- 10° recruter le personnel conformément à la loi ;
- 11° examiner et approuver le rapport des activités administratives du Conseil National de l'Enseignement Supérieur;
- 12° assurer le suivi de l'administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

Article 10 :

Le Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur se réunit une fois par trimestre et chaque fois que de besoin. A l'ordre du jour du premier trimestre de l'année figure notamment l'adoption du rapport d'activités et l'utilisation des finances de l'année écoulée; au troisième trimestre figure notamment l'examen du projet de budget et du plan d'action de l'année suivante.

A chaque trimestre, le Conseil d'Administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur doit en outre examiner le rapport financier et le rapport d'activités du trimestre écoulé et les transmettre au Ministère ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Article 11 :

Le Conseil d'Administration peut inviter en sa réunion toute personne qu'il juge capable de lui donner des conseils sur un sujet donné inscrit à l'ordre du jour. La personne invitée n'a pas le droit de vote ni de suivre les débats sur les autres points à l'ordre du jour.

Article 12 :

Les membres du Conseil d'Administration signent les résolutions du Conseil directement après la réunion et une copie est envoyée au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours pour avis et considérations endéans quinze (15) jours à compter de la date de sa réception. Dépassé ce délai sans réaction du Ministre, les résolutions du Conseil deviennent définitives.

Article 13 :

Le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration est signé par le Président de la réunion et son Rapporteur et est approuvé à la prochaine réunion. La copie du procès verbal est envoyée au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions dans un délai ne dépassant pas quinze (15) jours à compter de la date de son approbation.

Article 14 :

Les membres du Conseil d'Administration qui ont participé à la réunion bénéficient de jetons de présence dont le montant est fixé par Arrêté Présidentiel.

Article 15 :

Les membres du Conseil d'Administration ne sont pas autorisés à exercer une activité rémunérée au sein du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

Article 16 :

Un membre du Conseil d'Administration cesse ses fonctions dans les cas suivants :

- 1 ° démission faite par écrit ;
- 2° incapacité d'exercer ses fonctions suite à une maladie ou une infirmité attestée par un médecin agréé;
- 3° condamnation définitive à une peine d'emprisonnement de six (6) mois ou plus ;
- 4° absence à trois (3) réunions successives sans motif valable ;
- 5° inconduite notoire;
- 6° comportement préjudiciable aux intérêts du Conseil National de l'Enseignement Supérieur;
- 7° décès.

Article 17 :

Le Conseil d'Administration signale dans un rapport adressé au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions que l'un de ses membres ne devrait pas figurer parmi ses membres ou qu'il a perdu la qualité de membre conformément à l'article 16 de la présente loi.

Celui qui a perdu la qualité de membre du Conseil d'Administration est remplacé conformément aux dispositions de l'article 8 de la présente loi.

Article 18 :

La gestion quotidienne du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est assurée par son Directeur. C'est lui qui coordonne et dirige les activités journalières du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et rend compte au Conseil d'Administration de la mise en application de ses décisions.

Le Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est particulièrement chargé de :

- 1° mettre en application les décisions du Conseil d'Administration ;
- 2° élaborer le plan stratégique et le plan d'activités annuel et les transmettre au Conseil d'Administration pour approbation ;
- 3° préparer l'avant-projet de budget annuel du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et le transmettre au Conseil d'Administration pour approbation;

- 4° rédiger les comptes-rendus des réunions du Conseil d'Administration ;
- 5° assurer la gestion quotidienne des activités du Conseil National de l'Enseignement Supérieur ;
- 6° proposer au Conseil d'Administration le profil du personnel à recruter et faire l'évaluation des agents en place conformément à la loi ;
- 7° faire le suivi de l'utilisation des fonds et du patrimoine du Conseil National de l'Enseignement Supérieur ;
- 8° faire, chaque trimestre et chaque année, les rapports d'activités de l'administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et les soumettre au Conseil d'Administration pour approbation ;
- 9° mobiliser les financements et promouvoir les relations du Conseil National de l'Enseignement Supérieur avec les autres institutions;
- 10° représenter le Conseil National de l'Enseignement Supérieur au Rwanda et à l'étranger;
- 11° exécuter toute autre activité lui confiée par le Conseil d'Administration.

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur prévoit son remplaçant en cas d'absence et d'empêchement.

Article 19 :

Le Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est choisi au moins parmi les professeurs associés ou parmi les chercheurs de cette catégorie.

Le Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur a le rang de Recteur d'une Institution d'enseignement supérieur. Il est nommé par Arrêté du Premier Ministre pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois.

Le Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est le rapporteur des réunions du Conseil d'Administration ; mais il ne participe au vote et n'est pas pris en compte en ce qui concerne le quorum requis pour la tenue des réunions.

Le Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur ne participe pas aux réunions traitant des questions le concernant individuellement. Dans ce cas, le Conseil d'Administration choisit à son sein un autre rapporteur.

Article 20 :

Les droits et les avantages du Directeur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont déterminés conformément aux dispositions légales régissant les droits et avantages des Directeurs des Etablissements Publics.

CHAPITRE III: DU PERSONNEL

Article 21 :

L'organisation et les attributions des organes du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont déterminées par Arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions après concertation avec le Conseil d'Administration.

Le personnel du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est régi par le Statut Général des agents de l'Etat.

CHAPITRE IV: DU PATRIMOINE

Article 22 :

Le patrimoine du Conseil National de l'Enseignement Supérieur provient :

- 1° du budget de l'Etat ;
- 2° du produit des différents services et activités du Conseil National de l'Enseignement Supérieur;
- 3° des subventions, dons et legs.

Article 23 :

Le patrimoine du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est utilisé uniquement aux fins des services et des activités prévus par le règlement d'ordre intérieur du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

L'utilisation et la gestion du patrimoine du Conseil National de l'Enseignement Supérieur sont contrôlées conformément aux lois régissant le contrôle du patrimoine de l'Etat. L'Auditeur interne du Conseil National de l'Enseignement Supérieur donne rapport au Conseil d'Administration et réserve une copie à l'administration du Conseil National de l'Enseignement Supérieur.

Article 24 :

Le budget du Conseil National de l'Enseignement Supérieur est adopté et géré conformément aux lois régissant la comptabilité publique.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 25 :

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur doit aider les établissements d'enseignement supérieur à sortir de la situation de transition tel que prévu à l'article 110 de la loi n° 20/2005 du 20 octobre 2005 portant organisation et fonctionnement de l'enseignement supérieur.

Article 26:

Toutes les dispositions légales antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 27 :

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel de la République du Rwanda.

Kigali, le 28/04/2006

Le Président de la République

KAGAME Paul

(sé)

Le Premier Ministre

MAKUZA Bernard

(sé)

Le Ministre de l'Education

Dr. MUJAWAMARIYA Jeanne d'Arc

(sé)

Le Ministre des Finances et de la Planification Economique

MUSONI James

(sé)

Le Ministre de la Fonction Publique et du Travail

Prof. NSHUTI Manasseh

(sé)

Vu et scellé du Sceau de la République

Le Ministre de la Justice

MUKABAGWIZA Edda

(sé)